

ATTENDU QUE les plans et devis faisant partie de la présente demande d'approbation ont été examinés par deux ingénieurs du Centre d'expertise hydrique du Québec du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et qu'ils ont été jugés acceptables;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs :

QUE soient approuvés, aux conditions générales d'approbation ayant fait l'objet de l'arrêté en conseil numéro 682 du 26 avril 1963, les plans et devis suivants de la Coopérative de solidarité du club de golf du lac Mégantic pour ses projets de reconstruction du barrage du trou numéro 3 et de modification de structure du barrage du trou numéro 7 :

1. Des plans et devis intitulés « Plan aménagement – Trou numéro 3 », portant le numéro GC11382150, feuillet 1 de 6, signés et scellés en décembre 2008 par M. Mario Blais, ing., GENIVAR;

2. Des plans et devis intitulés « Évacuateur de crue – Trou numéro 7 », portant le numéro GC11382153, feuillet 4 de 6, signés et scellés en décembre 2008 par M. Mario Blais, ing., GENIVAR;

3. Des plans et devis intitulés « Évacuateur de crue – Trou numéro 7 », portant le numéro GC11382154, feuillet 5 de 6, signés et scellés en décembre 2008 par M. Mario Blais, ing., GENIVAR;

4. Des plans et devis intitulés « Plan aménagement – Trou numéro 3 », portant le numéro GC11382151, feuillet 2 de 6, signés et scellés le 14 avril 2009 par M. Mario Blais, ing., GENIVAR;

5. Des plans et devis intitulés « Détails – Trou numéro 3 », portant le numéro GC11382152, feuillet 3 de 6, signés et scellés le 14 avril 2009 par M. Mario Blais, ing., GENIVAR;

6. Des plans et devis intitulés « Évacuateur de crue – Trou numéro 7 », portant le numéro GC11382155, feuillet 6 de 6, signés et scellés le 14 avril 2009 par M. Mario Blais, ing., GENIVAR.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

51862

Gouvernement du Québec

Décret 611-2009, 27 mai 2009

CONCERNANT l'entérinement de l'Entente par échange de lettres des 20 juin, 3 juillet et 12 août 2008 entre le gouvernement du Québec, l'État du Vermont et l'État de New York reconduisant l'Entente de coopération en matière d'environnement relativement à la gestion du lac Champlain entre le gouvernement du Québec, l'État du Vermont et l'État de New York, conclue le 2 juillet 2003

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec, l'État du Vermont et l'État de New York partagent une frontière commune sur le lac Champlain;

ATTENDU QUE les Parties collaborent depuis plusieurs années dans le but de sauvegarder et de mettre en valeur l'écosystème du lac Champlain et que des ententes ont été signées à cet effet le 23 août 1988, le 18 août 1992, le 28 octobre 1996 et le 28 novembre 2000;

ATTENDU QUE l'Entente de coopération en matière d'environnement relativement à la gestion du lac Champlain entre le gouvernement du Québec, l'État du Vermont et l'État de New York, conclue le 2 juillet 2003, a été entérinée par le gouvernement du Québec en vertu du décret numéro 449-2004 du 12 mai 2004;

ATTENDU QUE la durée de cette entente était de cinq ans et que les Parties ont convenu, par échange de lettres des 20 juin, 3 juillet et 12 août 2008, d'en prolonger l'application pour une durée indéterminée;

ATTENDU QUE cette entente par échange de lettres constitue une entente internationale au sens de l'article 19 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (L.R.Q., c. M-25.1.1);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 20 de cette loi, les ententes internationales doivent, pour être valides, être signées par le ministre des Relations internationales et entérinées par le gouvernement;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 1° de l'article 12 de la Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (L.R.Q., c. M-30.001), le ministre peut conclure une entente avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation, aux fins de l'exercice de ses fonctions;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Relations internationales et de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs :

QUE l'Entente par échange de lettres des 20 juin, 3 juillet et 12 août 2008 entre le gouvernement du Québec, l'État du Vermont et l'État de New York reconduisant l'Entente de coopération en matière d'environnement relativement à la gestion du lac Champlain entre le gouvernement du Québec, l'État du Vermont et l'État de New York, conclue le 2 juillet 2003, dont le texte est joint à la recommandation ministérielle du présent décret, soit entérinée.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

51863

Gouvernement du Québec

Décret 612-2009, 27 mai 2009

CONCERNANT l'entérinement de l'Avenant à l'Entente de coopération en matière d'environnement relativement à la gestion des eaux du lac Memphrémagog et de son bassin hydrographique entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État du Vermont, signé à Newport, le 6 octobre 2008

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État du Vermont ont signé à Québec, le 4 décembre 2003, une Entente de coopération en matière d'environnement relativement à la gestion des eaux du lac Memphrémagog et de son bassin hydrographique, entérinée par le décret numéro 448-2004 du 12 mai 2004;

ATTENDU QUE les Parties ont signé à Newport, le 6 octobre 2008, un avenant à cette entente pour modifier la composition du comité directeur;

ATTENDU QUE cet avenant constitue une entente internationale au sens de l'article 19 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (L.R.Q., c. M-25.1.1);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 20 de cette loi, les ententes internationales doivent, pour être valides, être signées par le ministre et entérinées par le gouvernement;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 1° de l'article 12 de la Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (L.R.Q., c. M-30.001), le ministre peut conclure une entente avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères,

une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation, aux fins de l'exercice de ses fonctions;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Relations internationales et de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs :

QUE soit entériné l'Avenant à l'Entente de coopération en matière d'environnement relativement à la gestion des eaux du lac Memphrémagog et de son bassin hydrographique entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État du Vermont, signé à Newport, le 6 octobre 2008, dont le texte est annexé à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

51864

Gouvernement du Québec

Décret 613-2009, 27 mai 2009

CONCERNANT la nomination de deux membres du conseil d'administration de la Société générale de financement du Québec

ATTENDU QUE l'article 3 de la Loi sur la Société générale de financement du Québec (L.R.Q., c. S-17) prévoit notamment qu'une compagnie à fonds social est constituée sous le nom de Société générale de financement du Québec;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 14 de cette loi prévoit que la Société est administrée par un conseil d'administration composé de neuf à quinze membres, dont le président du conseil et le président-directeur général;

ATTENDU QUE l'article 14.0.1 de cette loi prévoit que le gouvernement nomme les membres du conseil, autres que le président de celui-ci et le président-directeur général, en tenant compte des profils de compétence et d'expérience établis par le conseil et que ces membres sont nommés pour un mandat d'au plus quatre ans;

ATTENDU QUE l'article 14.0.1.1 de cette loi prévoit que les membres du conseil d'administration, autres que le président-directeur général, ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement mais qu'ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement;